

L'accès aux télécommunications en Afrique du Sud



1998-08-21

Alan Martin

[Légende : Télécentre dans la province du Cap oriental, en Afrique du Sud.]

Jadis, passer un simple coup de fil était pour Arnold Yilani fort coûteux en temps et en argent.

En l'absence de téléphone public à Ndevana, village de la province du Cap oriental en Afrique du Sud où il habite, Yilani devait pour téléphoner se rendre jusqu'à la ville de King William, à 20 minutes en taxi. Là, il pouvait se servir d'un publiphone, en espérant que la personne qu'il cherchait à joindre serait disponible. Pour Yilani, étudiant inscrit à des cours par correspondance d'un collège technique de Johannesburg, communiquer avec le chargé de cours pour discuter de problèmes soulevés par un devoir à faire pouvait devenir une expédition d'une journée entière.

Un projet pilote

L'arrivée d'un télécentre expérimental, en mars 1998, a grandement facilité la vie de Yilani. Ce télécentre fait partie d'un projet pilote, coordonné par l'[Universal Service Agency](#) (USA), organisme national qui s'occupe de la promotion et de la surveillance de l'accès au téléphone, au télécopieur et aux services informatiques dans les collectivités mal desservies et désavantagées d'Afrique du Sud. L'USA fait l'objet de deux projets appuyés par Centre de recherches pour le développement international (CRDI) qui visent à évaluer l'incidence des télécentres sur les collectivités locales ainsi que le rôle qu'ils seront appelés à jouer dans l'universalité des services de télécommunications.

En 1984, sir Donald Maitland, président de la Commission indépendante pour le développement mondial des télécommunications, affirmait que l'absence de toute infrastructure de télécommunications constituait le *chaînon manquant* entre les pays industrialisés et les pays en développement. Maitland faisait remarquer que Tokyo comptait à elle seule plus d'appareils téléphoniques que le continent africain tout entier. Cette constatation est encore vraie aujourd'hui. *Même en Afrique du Sud, où la télédensité globale est de 9,5 lignes téléphoniques pour 100 personnes, dans certaines régions rurales et certains cantons noirs elle est inférieure à un,* souligne [Ramateu Monyokolo](#), gestionnaire du Service de soutien des projets nationaux et des partenariats de l'USA.

Une information élitare

Selon [Peter Benjamin](#), chargé de cours à l'[Université du Witswatersrand](#) à Johannesburg, dans de nombreux pays, l'avènement d'une société informatique de pointe a donné lieu à la création d'une information élitare, infligeant aux pauvres une autre forme de privation. L'Afrique du Sud commence à avoir recours aux télécentres pour réduire cet écart. Même si les restrictions financières empêchent, d'ici au moins 30 ans, l'installation de lignes téléphoniques dans tous les foyers, le gouvernement espère, au cours des 10 prochaines années, offrir l'accès au téléphone dans un rayon de 5 kilomètres (ou une demi-heure de marche) de chaque habitation.

Le gros du financement de l'USA provient d'un fonds de 20 millions de rands créé à la suite de la privatisation de Telkom, ancien monopole de l'État. Ce fonds est arrondi par une taxe imposée aux compagnies de téléphone cellulaire et l'appui d'organismes comme le CRDI. En date de juin 1998, 6 télécentres avaient vu le jour en Afrique australe et l'USA compte en mettre 500 autres en service d'ici la fin de 2002, année où se termine son mandat.

Vers la prestation de services universels

Il faudrait 4 000 télécentres pour faire de l'universalité des services une réalité, dit Benjamin qui a aussi travaillé à titre de consultant auprès de l'USA. Mais si on met à contribution les églises, les cliniques, les écoles et les centres communautaires, on s'approchera du compte.

Avant d'ouvrir un télécentre, l'USA évalue les besoins de la collectivité et les perspectives à long terme des politiques économiques durables. Après avoir approuvé l'endroit où le télécentre sera installé, l'agence aide les groupes communautaires qui ont des intérêts financiers dans les activités du télécentre à se constituer en consortium. Après une période initiale de deux ans, le consortium assume l'entière responsabilité du centre. Tous les mois, l'USA passe les télécentres en revue afin de déterminer qui parmi les membres de ce réseau croissant fait assez de progrès pour faire partie des futurs centres.

Un outil de développement

Selon Monyokolo, un télécentre est à la fois un moyen de communiquer avec la famille et les amis et un outil d'éducation et de développement. L'objectif ultime étant de fournir aux collectivités les compétences, l'information et les liens dont elles ont besoin (y compris l'accès aux représentants politiques) pour améliorer la vie des gens et en faire des citoyens mieux informés.

Bukelwa Gidi s'est rendu au centre qui dessert Ndevana presque tous les jours depuis son ouverture. Comme la plupart des villageois, elle y vient surtout pour utiliser le téléphone. Mais cette femme de 21 ans se sert aussi d'un des quatre ordinateurs pour expédier des *curriculum vitae* qui, espère-t-elle, l'aideront à trouver un emploi dans sa province, une des deux plus pauvres d'Afrique du Sud. En outre, dès qu'un professeur sera recruté, des étudiants d'un collège voisin viendront au centre apprendre à se servir d'un clavier d'ordinateur et à utiliser l'Internet.

Condition préalable au développement

Le concept du télécentre trouve un ardent défenseur en Jay Naidoo, ministre des Postes, des Télécommunications et de la Radiodiffusion d'Afrique du Sud. *Dans la société planétaire de l'information, il y a une corrélation positive directe entre l'accès aux télécommunications et le développement socioéconomique*, a déclaré Naidoo à la Conférence sur les télécommunications en Afrique tenue à Johannesburg en mai 1998. *Nous avons pris conscience de ce que les*

télécommunications ne sont plus une conséquence du développement mais plutôt qu'elles en constituent une condition préalable incontournable.

Alan Martin est un journaliste canadien en reportage en Afrique du Sud. Cette mission lui a été confiée dans le cadre d'un stage au Gemini News Service, grâce à une bourse accordée par le CRDI. (Photo : A. Martin)

Renseignements :

Peter Benjamin et **Ramateu Monyokolo**, Universal Service Agency, Empire Park, Block A 55, Empire Road, Parktown, Private Bag X10, WITS 2050, Afrique du Sud; tél. : (27-11) 726-5241

Tina James, CRDI, Bureau régional de l'Afrique australe, PO Box 477, WITS 2050, Afrique du Sud; tél. : (27- 11) 403-3952; téléc. : (27-11) 403-1417;
courriel : TJames@idrc.org.za

Des liens à explorer...

[Acacia : pour partager le savoir des Africains !](#), par Michael Smith.

[L'Asie à l'assaut de l'espace cybernétique](#), par Catherine Wheeler.

PAN [Mongolie : entre l'aventure et l'exploit](#), par Geoff Long.

[Le développement à l'âge de l'information : Quatre scénarios pour l'avenir des technologies de l'information et des communications.](#)

[Telecommunications and Universal Service: International Experience and the South African Effort](#)
(en anglais seulement).